



Observatoire
québécois
des inégalités



Rapport annuel 2023-2024

Septembre 2024

Sommaire

Coup d’œil sur l’Observatoire	3
Mot du président et de la directrice générale.....	4
Notre mission et vision	5
Notre approche	6
Les accomplissements de l’Observatoire en 2023-2024	6
Événements.....	7
Les webinaires.....	7
Les inégalités mondiales et locales.....	10
Le Forum patrimoine et santé.....	11
Projets de l’Observatoire	12
Bulletin de l’égalité des chances en éducation 2024.....	12
Les inégalités de patrimoine et de santé	13
Éducation aux inégalités	14
Le parcours des inégalités	15
Briser les barrières, valoriser les femmes en TI.....	16
Diagnostic local de sécurité urbaine à Rivières-des-Prairies-Pointes-aux-Trembles	17
Bâtir des communautés sécuritaires autour des jeunes de Trois-Rivières et de leur famille.....	18
Impacts différenciés des effets des changements climatiques ainsi que des solutions d’adaptations sur les personnes en situation d’itinérance.....	19
Transformations du marché du travail au Québec: un survol d’inégalités persistantes et émergentes	20
Allocation des ressources	21
Rayonnement de l’Observatoire	22
Notre équipe	23
Le conseil d’administration	25
Le conseil scientifique	26
Partenaires, membres et donateurs.....	27



Mot du président et de la directrice générale

Nous sommes particulièrement fiers de signer ce 5^e rapport annuel de l'Observatoire québécois des inégalités. Vous constaterez dans les prochaines pages que l'organisation a poursuivi son élan et sa croissance: exposition médiatique record, augmentation du nombre et de la variété des partenaires, refonte du conseil scientifique, ouverture de trois nouveaux postes, conversion d'un poste à temps partiel à temps plein, etc.

L'année 2023-2024 se termine d'ailleurs avec un déménagement dans un centre communautaire qui permettra à l'équipe de bénéficier d'un environnement de travail mieux adapté à sa nouvelle réalité, tout en développant ses relations avec des partenaires naturels.

Ce bilan positif est attribuable principalement à trois composantes: une équipe de travail motivée et ultra compétente, des membres de haute qualité et d'un engagement sans faille des membres du conseil d'administration, ainsi qu'un nombre grandissant de partenaires qui accordent leur confiance à l'organisation.

Cette augmentation des capacités de l'Observatoire arrive à point nommé: les inégalités sont en croissance sur plusieurs fronts au Québec: logement, sécurité alimentaire, patrimoine, adaptation aux changements climatiques, mobilité sociale, etc... Ces inégalités ont des conséquences concrètes de plus en plus visibles et perceptibles: des besoins de base non répondus, des expériences de discrimination voire d'exclusion, une croissance de l'insécurité et de l'anxiété, un «vivre ensemble» fragilisé.

S'il y a un moment où les données doivent éclairer l'action collective et les politiques publiques c'est bien celui-ci. Chers membres, chers partenaires, merci pour votre engagement au quotidien dans des actions visant à réduire les inégalités. Merci pour votre appui et vos contributions aux efforts de l'Observatoire afin que les connaissances soient un moteur pour la réduction durable des inégalités et une société plus juste.

Mario Regis, président du conseil d'administration

Nathalie Guay, directrice générale

Notre mission et vision

En 2023-2024, l'Observatoire a complété un exercice d'impact et de clarté stratégique grâce au programme Innoweave.

Au terme de cet exercice, l'énoncé de mission a été revu et une théorie du changement ainsi qu'un plan d'action ont été élaborés.



**Observatoire
québécois
des inégalités**

Des choix éclairés pour une société plus juste

MISSION

L'Observatoire produit, mobilise, démocratise des connaissances sur différentes formes d'inégalités au Québec afin d'éclairer la prise de décision et sensibiliser un large public à l'état des inégalités, à leurs causes et conséquences ainsi qu'aux solutions possibles.

STRATÉGIES ET ACTIONS

- Produire des recherches en mode collaboratif
- Veiller et synthétiser les connaissances
- Rendre accessibles les connaissances : activités, outils variés en formats accessibles
- Outiller avec des données accessibles, portrait des enjeux, grille d'analyse, recommandations
- Mobiliser : organisation d'événements

IMPACT ULTIME

Faire du Québec une société qui tient systématiquement compte des inégalités à l'heure de prendre des décisions afin de les réduire.

Si l'OQI et ses partenaires (Communauté de recherche/ Organisations de la société civile /Mandataires) travaillent ensemble à une meilleure compréhension des inégalités...

Et rejoignent et mobilisent ces publics directs et indirects :

- Organisations de la société civile
- Médias
- Décideurs
- Grand public

Et qu'ils s'approprient les outils, les connaissances et les mobilisent dans leur réseau...

Cela devrait contribuer aux effets suivants... >>>



CONDITIONS DE SUCCÈS :

- Financement adéquat
- Adéquation du programme de recherche aux besoins des parties prenantes
- Bonne position dans le continuum de plaidoyer
- Notoriété OQI

>> EFFETS IMMÉDIATS

Meilleure compréhension par les publics : des principales inégalités au Québec, des facteurs à l'origine, de leurs impacts sur divers segments de la population et la société et des pistes de solution pour réduire les inégalités.

Plus d'espaces d'échanges, de réflexion et de prises de parole au sujet des inégalités.

Accès facilité à des données et outils utiles ; utilisation accrue par les organisations et les médias.

>> EFFETS INTERMÉDIAIRES

Organisations et médias : mieux outillés pour communiquer et sensibiliser; pour prendre en compte l'angle des inégalités dans l'analyse des phénomènes sociaux et s'appuyer sur des données.

Grand public et décideurs : mieux informés et sensibilisés aux inégalités, à la situation des personnes les moins nanties et discriminées ; aux pistes de solution permettant un meilleur partage des richesses; Attitudes plus favorables face aux meilleur partage des richesses.

>> EFFETS LONG TERME

Des propositions, pistes de solution consensuelles émergent et sont portées par une diversité de parties prenantes.

Les décideurs sont mieux outillés pour prendre des décisions éclairées permettant un meilleur partage des richesses et visant la réduction des inégalités.

Notre approche

L'Observatoire québécois des inégalités se distingue par son adoption résolue d'une perspective intersectionnelle, allant au-delà des analyses traditionnelles des inégalités. En intégrant le concept d'ADS+ (Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle), cette approche considère non seulement les disparités économiques, mais également les multiples dimensions qui façonnent la vie des individus. Cette démarche reconnaît que les inégalités ne se limitent pas à une seule facette de l'identité, mais sont le produit complexe de l'interaction entre le genre, l'origine ethnique, la classe sociale, l'âge et une foule d'autres facteurs. En privilégiant cette perspective, l'Observatoire vise à révéler les structures profondes de l'injustice sociale et à concevoir des solutions plus holistiques, éclairant ainsi les voies vers un Québec plus inclusif et équitable pour tous.

L'approche intersectionnelle trouve son essence dans l'utilisation de méthodes qualitatives diversifiées. Elle permet d'aller au-delà des simples statistiques en donnant la parole aux individus et en reconnaissant la valeur des expériences vécues. Les entretiens approfondis avec des personnes provenant de divers milieux offrent des perspectives riches, révélant les nuances souvent invisibles des inégalités quotidiennes.

En complément, nous valorisons aussi la recherche-action, ainsi que les entretiens et la collaboration avec des experts du vécu, car ces méthodes enrichissent notre analyse en prenant en compte la complexité des réalités individuelles tout en s'arrimant rigoureusement à différents types de données quantitatives et qualitatives.

Enfin, la recherche menée à l'Observatoire doit bénéficier au plus grand nombre.



Les accomplissements de l'Observatoire en 2023-2024

/ Plus de **130 personnes** ont assisté à l'événement annuel de l'Observatoire, *le Forum patrimoine et santé : comment réduire les inégalités de patrimoine au Québec?*

/ **L'intégration d'experts et expertes** du vécu dans les comités aviseurs

/ **La croissance** exponentielle du nombre de mentions dans les médias **(+86 %)**



/ Un nombre d'abonnés sur **les réseaux sociaux en forte croissance**



/ **39%** d'augmentation des visites sur le site internet

/ L'arrivée de l'Observatoire sur **Tik Tok**



/ **Plan d'action adopté** à l'issue du processus d'impact et de clarté stratégique

/ Fort de **l'expansion de son équipe**, l'Observatoire prend un nouvel élan et **déménage**.



/ **La refonte** du conseil scientifique

/ La production d'une vidéo **mini-documentaire** de 15 min



/ Un **nouveau logo** et un **nouveau site internet**

/ Un **nombre record** de chercheurs et chercheuses en résidence

/ **23 articles de blogue publiés**

(+ 35% par rapport à l'année dernière)



Les webinaires

La faim justifie (encore) des moyens

14 novembre 2023. À l'heure de l'inflation persistante qui touche en particulier les produits de base, de la crise du logement qui exerce une pression financière considérable sur les ménages et d'un filet social incapable de satisfaire les besoins essentiels des plus vulnérables, ce webinaire a été l'occasion de faire le point sur la situation courante de l'insécurité alimentaire et d'échanger sur des solutions durables.

WEBINAIRE



Observatoire
québécois
des inégalités

VENDREDI 24 NOVEMBRE - 12H00

LA FAIM JUSTIFIE (ENCORE) DES MOYENS

Une mise à jour de la situation sur l'insécurité alimentaire

Avec la participation de :

- **Andrée-Anne Fafard-St-Germain**,
Associée de recherche, Département de sciences de la nutrition, Faculté de médecine Temerty, Université de Toronto
- **Martin Munger**,
Directeur général chez Les Banques alimentaires du Québec
- **Louise Potvin**,
Professeure titulaire, École de santé publique, Université de Montréal et Directrice scientifique, Centre de recherche en santé publique (CReSP)
- **Geoffroy Boucher**,
Économiste, Observatoire québécois des inégalités

Présenté par :

- **François Fournier**,
Chercheur, Observatoire québécois des inégalités
- **Nathalie Guay**,
Directrice générale, Observatoire québécois des inégalités



Avec la participation de :

/ Andrée-Anne Fafard-St-Germain, associée de recherche, Département de sciences de la nutrition, Faculté de médecine Temerty, Université de Toronto

/ Martin Munger, directeur général chez Les Banques alimentaires du Québec

/ Louise Potvin, professeure titulaire, École de santé publique, Département de médecine sociale et préventive, Université de Montréal et Directrice scientifique, Centre de recherche en santé publique (CReSP)

/ Geoffroy Boucher, économiste, Observatoire québécois des inégalités

Animation

/ Nathalie Guay, directrice générale, Observatoire québécois des inégalités

/ François Fournier, chercheur, Observatoire québécois des inégalités

364



participants

Les webinaires

Le patrimoine : l'angle mort du débat sur les inégalités

6 décembre 2023. Les inégalités de richesse reçoivent peu d'attention médiatique et politique au Québec. Elles sont pourtant particulièrement sévères. Selon les données de l'Enquête sur la sécurité financière de Statistique Canada, les 20 % des familles les plus riches détiennent 68 % de la richesse accumulée au Québec. De leur côté, les 40 % des familles les plus pauvres ne se partagent que 3 % de celle-ci.

À l'échelle mondiale, l'accroissement des inégalités de richesse préoccupe. Selon les analyses du Laboratoire mondial des inégalités, les multimillionnaires mondiaux ont capté une part disproportionnée de la croissance de la richesse mondiale au cours des dernières décennies : les 1 % les plus riches ont capté 38 % de toute la richesse supplémentaire accumulée depuis le milieu des années 1990, tandis que les 50 % les plus pauvres n'en ont capté que 2 %.

Ce webinar, organisé par l'Observatoire québécois des inégalités, s'est intéressé à la question des inégalités de richesse autant dans une perspective mondiale que locale. Il y a été question des obstacles à l'évaluation de ces inégalités, mais également de leur incidence concrète sur la vie des moins nantis.

Webinaire 6 DÉCEMBRE 2023 / 12H-13H

Observatoire québécois des inégalités

LE PATRIMOINE: L'ANGLE MORT DU DÉBAT SUR LES INÉGALITÉS

INTERVENANTS.ES :

- Carlotta Balestra**
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- Geoffroy Boucher**
Observatoire québécois des inégalités
- Julie Sanfaçon**
Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales de santé
- Luis Bauluz**
Laboratoire sur les inégalités mondiales

ANIMATION :

- Diane Bérard,**
Journaliste spécialisée en économie et société

Inscrivez-vous maintenant !

Avec la participation de :

/ Geoffroy Boucher, économiste à l'Observatoire québécois des inégalités;

/ Julie Sanfaçon, citoyenne pair chercheuse, comité de gouvernance de la Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales de santé;

/ Carlotta Balestra, directrice de l'unité des inégalités à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE);

/ Luis Bauluz, coordinateur des inégalités de richesse au Laboratoire sur les inégalités mondiales.

Animation

/ Diane Bérard, journaliste spécialisée en économie et société

123 
participants

Les webinaires

Équité environnementale: comprendre les réalités des populations souvent oubliées

19 avril 2024. L'Observatoire a organisé un webinaire le 19 avril 2024 qui a mis en lumière un aspect crucial mais souvent négligé de la recherche sur les changements climatiques : les impacts différenciés sur diverses populations, souvent invisibilisées dans les études et les plans d'adaptation aux changements climatiques. Alors que la recherche sur les impacts différenciés des changements climatiques gagne en importance, il est fondamental de reconnaître que certaines populations et enjeux restent largement ignorés dans les efforts d'adaptation et les initiatives de recherche.

ÉQUITÉ ENVIRONNEMENTALE :

Comprendre les réalités des populations souvent oubliées

VENDREDI 19 AVRIL 2024 | 12H À 13H30

webinaire





Ariane Préfontaine
Observatoire québécois des inégalités



Patrick Minko
Université Laval | Observatoire des communautés noires du Québec



Paule Lebel
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal | Réseau Résilience Aînés Montréal



Sébastien Jodoin
Université McGill | Chaire de recherche du Canada sur les droits de la personne, la santé et l'environnement

ANIMATION :



Marianne-Sarah Saulnier
Observatoire québécois des inégalités



Observatoire québécois des inégalités

Avec la participation de :

/ Ariane Préfontaine, chercheuse en résidence à l'Observatoire québécois des inégalités

/ Sébastien Jodoin, Professeur agrégé, Université McGill et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les droits de la personne, la santé et l'environnement

/ Paule Lebel, M.Sc., médecin spécialiste en santé publique et médecine préventive, Médecin conseil, Équipe Personnes âgées vivant dans la communauté, Secteur Environnements urbains et santé des populations, Direction régionale de santé publique, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et directrice scientifique du Réseau Résilience Aînés Montréal

/ Patrick Minko, Ph.D. en ethnologie et chercheur à l'Observatoire des communautés noires du Québec

Animation

/ Marianne-Sarah Saulnier, chercheuse, Observatoire québécois des inégalités

321 
participants

Les inégalités mondiales et locales : perspectives québécoises sur la réduction des inégalités

19 janvier 2024. La veille du Forum économique mondial à Davos, Oxfam publie chaque année son rapport sur les inégalités, abordant divers aspects d'une année à l'autre. Le rapport propose des recommandations pour les organisations internationales et les gouvernements nationaux.

Les sections nationales d'Oxfam contribuent activement à la diffusion du rapport en y ajoutant des données nationales et des perspectives spécifiques. Au Québec, comme dans de nombreuses autres régions, le rapport suscite des débats publics animés. Cependant, il est rare d'avoir l'occasion de discuter en profondeur et de manière équilibrée des questions soulevées par le rapport, notamment en ce qui concerne le Québec.

La Maison des affaires publiques et internationales de l'UdeM et l'Observatoire québécois des inégalités ont organisé une table ronde le 19 janvier 2024. Quatre intervenants aux horizons divers ont discuté de la pertinence de débattre au Québec des problématiques soulevées par le rapport d'Oxfam, de la justesse des constats, de la pertinence des recommandations et des actions à entreprendre par la suite.

Panélistes

/ Béatrice Vaugrante, directrice générale, Oxfam-Québec

/ Olivier Jacques, Professeur adjoint, Département de Gestion, d'évaluation et de politiques de santé, École de Santé publique, Université de Montréal

/ Marcel Boyer, professeur émérite, département de sciences économiques, UdeM

/ Mathieu Dufour, professeur agrégé, Département des sciences sociales à l'Université du Québec en Outaouais

Animation

/ Nathalie Guay, directrice générale de l'Observatoire québécois des inégalités

Forum patrimoine et santé: comment réduire les inégalités de richesse au Québec?

3 avril 2024. L'Observatoire a choisi de consacrer son événement annuel à la vaste, et souvent négligée, question des inégalités de patrimoine. Cet événement, qui a réuni près de 130 personnes à Montréal, visait à mobiliser des connaissances issues de la recherche, de la pratique professionnelle et de l'expérience vécue pour explorer les enjeux liés aux inégalités de patrimoine et proposer des solutions pour une répartition plus équitable de la richesse.

Bien qu'elles soient beaucoup plus prononcées que les inégalités de revenu, les inégalités de patrimoine sont pourtant moins étudiées, et globalement moins documentées. Elles se manifestent par des disparités en matière d'accumulation de richesse (immobilier, placements, fonds de pension, etc.) mais aussi d'accès au crédit et d'accès à la propriété. Les impacts de ces inégalités dans plusieurs sphères de la vie sont bien concrets et des solutions existent pour réduire ces inégalités.



Le forum a mis en lumière plusieurs points clés

01. Le patrimoine ne se limite pas aux biens matériels, mais inclut aussi des aspects intangibles comme le « patrimoine sensible » et la santé, qui sont essentiels pour le bien-être.
02. L'épargne, souvent hors de portée pour les personnes à faible revenu, est essentielle pour accumuler du patrimoine. Le soutien au revenu et l'éducation financière sont donc cruciaux.
03. Les formules collectives d'habitation, comme les coopératives, pourraient améliorer l'accès au logement et favoriser la santé.
04. L'exclusion financière, accentuée par l'inaccessibilité du crédit, nécessite des solutions adaptées pour les personnes à revenu modeste.
05. Les inégalités de patrimoine s'amplifient à la retraite, ce qui souligne l'importance de la sécurité du revenu et de l'accès aux services publics.
06. La fiscalité pourrait être un levier puissant pour réduire les inégalités, notamment en imposant davantage les gains en capital.
07. Enfin, il existe une acceptabilité sociale pour des mesures visant à réduire les inégalités de richesse, comme la bonification des régimes publics de retraite et la construction de logements à but non lucratif.

Ce forum a ainsi permis de dégager des pistes concrètes pour réduire les inégalités de patrimoine, un facteur clé influençant la santé et le bien-être des Québécois et Québécoises.

Bulletin de l'égalité des chances en éducation 2024

Pierre Doray, Claude Lessard, Maude Roy-Vallières, Xavier St-Denis, Véronique Grenier, Natacha Prats, François Fournier

Le revenu et le niveau de scolarité de leurs parents jouent un rôle important dans la poursuite ou non d'études postsecondaires par les jeunes. C'est l'un des constats tirés de données inédites issues de la deuxième édition du [Bulletin de l'égalité des chances en éducation](#).

Documenter les inégalités scolaires

L'objectif du Bulletin est de documenter annuellement les indicateurs clés de l'égalité des chances en éducation (y compris ceux de la réussite scolaire) pour identifier les déterminants des parcours scolaires (accès et diplomation), tels le revenu parental, la scolarité parentale et le genre.

Pour cette deuxième édition, six chercheurs et chercheuses en éducation ont analysé **les inégalités scolaires qui subsistent dans le système éducatif québécois** pour tous les niveaux d'enseignement: services éducatifs à l'enfance (petite enfance et éducation préscolaire), primaire, secondaire, formation professionnelle et formation générale des adultes, collégial et universitaire.

L'édition 2024 du Bulletin de l'égalité des chances met un accent particulier sur les études postsecondaires, en se focalisant notamment sur le niveau collégial, et ce à partir de trois angles:

- **Une analyse thématique:** L'évolution des cégeps, conçus pour démocratiser l'accès aux études postsecondaires, montre que les inégalités persistent, avec une préférence plus marquée pour les programmes pré-universitaires par rapport aux programmes techniques, contrairement aux attentes initiales.
- **De nouvelles données** révèlent une corrélation entre le revenu parental, le genre, et l'accès au collégial, avec une proportion plus faible d'hommes parmi les diplômés, indépendamment du quintile de revenu.
- **Un sondage Léger** indique que 78% des Québécois considèrent les études collégiales comme essentielles pour développer une main-d'œuvre qualifiée, mais 72% craignent que les conditions de vie actuelles n'entraient l'accès à ces études.



« Le Bulletin est une ressource précieuse et un outil unique pour suivre l'effet du patrimoine familial (socio-économique et culturel) et de la structuration de l'institution éducative sur les trajectoires scolaires. Il reste encore beaucoup à faire pour assurer une réelle égalité des chances en éducation au Québec »,

conclut François Fournier, chercheur à l'Observatoire québécois des inégalités et coordonnateur du Bulletin de l'égalité des chances en éducation.

Participation à des conférences

Colloque annuel de l'Association québécoise de pédagogie collégiale (AQPC) - François Fournier.



Les inégalités de patrimoine et de santé

Sandy Torres et Geoffroy Boucher

L'Observatoire a publié cette année une série de trois notes d'analyse qui mettent en lumière une facette souvent négligée des inégalités sociales : l'impact du patrimoine, dont le patrimoine immobilier, sur les inégalités sociales de santé. En période de crise du logement, alors que l'accès à la propriété devient de plus en plus difficile, cette étude arrive à point nommé pour éclairer les différences de santé entre propriétaires et locataires.

L'analyse révèle une disparité significative : 17% des locataires perçoivent leur santé comme mauvaise ou passable, contre seulement 8% des propriétaires. Ce constat provient de la dernière Enquête canadienne sur le logement et souligne à quel point le patrimoine, en particulier immobilier, peut influencer la perception et la réalité de la santé.

Selon Sandy Torres, sociologue et co-auteure de l'étude, le patrimoine est un déterminant social de la santé souvent sous-estimé. Alors que le revenu est fréquemment cité comme un facteur influençant la santé, le patrimoine, qui inclut les biens immobiliers, agit également comme une ressource protectrice contre divers problèmes de santé. **« En négligeant l'importance du patrimoine, on passe à côté d'un élément crucial qui peut accentuer ou atténuer les inégalités sociales de santé »**, explique-t-elle.

Geoffroy Boucher, économiste à l'Observatoire et co-auteur de l'analyse, précise que l'accumulation d'actifs offre une protection contre les imprévus de la vie. D'un autre côté, la difficulté à rembourser les dettes peut entraîner un stress chronique aux effets néfastes sur la santé. Cette perspective ouvre la voie à une réflexion sur les politiques publiques nécessaires pour mieux répartir la richesse et réduire les inégalités de santé au Québec.

Les familles les moins nanties au Québec sont majoritairement endettées par des dettes à la consommation, tandis que les plus riches accumulent des dettes hypothécaires, facteur clé d'accumulation de richesse. L'accès inégal au crédit force

certaines personnes à recourir à des prêts alternatifs avec des taux d'intérêt élevés, notamment les personnes racisées, autochtones et à faible revenu, ce qui amplifie leur stress financier et leurs difficultés de remboursement.

L'endettement lié aux dépenses courantes ou à des problèmes de santé affecte négativement la santé et le bien-être des Québécois. Les ménages ayant recours au crédit pour couvrir leurs besoins quotidiens perçoivent leur santé comme mauvaise ou passable plus souvent que ceux qui n'y ont pas recours. Le stress lié aux difficultés de remboursement est particulièrement élevé chez les personnes endettées à cause de problèmes de santé, créant une spirale de détérioration de leur état de santé.



Consulter les notes

Note 1



Le Devoir

Note 2



Le Devoir
Radio-Canada

Note 3



Zone économie
La Presse

Ce projet a été réalisé avec l'appui de :



Éducation aux inégalités

François Fournier, Geoffroy Boucher, Sandy Torres, Marianne Castelan

L'Observatoire a développé cette année des outils de transfert de connaissances dont des fiches synthèse et un court documentaire vidéo sur les trois thématiques suivantes: la notion d'inégalité sociale, les inégalités économiques et les inégalités sociales de santé y sont présentées de manière accessible et concise.

Cette démarche s'inscrit dans la mission de l'Observatoire qui vise à sensibiliser un large public, y compris les jeunes, aux inégalités. L'Observatoire souhaite ainsi contribuer à une éducation citoyenne aux inégalités afin de favoriser une conscience plus vive et une réflexion critique sur les différentes formes d'inégalités présentes dans la société québécoise et leur impact sur la vie des personnes affectées.

L'élaboration des outils de transfert de connaissances s'est appuyée sur un premier document de référence rédigé dans le cadre de cette initiative, sous le titre « *Une exploration des inégalités sociales, économiques et de santé* ».

La partie introductive de ce document porte entre autres sur le concept d'inégalité sociale, ses principales caractéristiques, sa relation avec la discrimination, ses causes multifactorielles, la tolérance à l'égard des inégalités, les initiatives de la société civile en réponse aux inégalités et comment les autorités politiques abordent ces dernières.

La section sur les inégalités économiques brosse un portrait général des inégalités économiques au Québec, à savoir les inégalités en matière de revenu, de patrimoine, de consommation et d'emploi. Ces quatre catégories d'inégalités sont d'ailleurs fortement interreliées et se renforcent entre elles.

Puis la dernière portion du document circonscrit les principales dimensions du concept d'inégalité sociale de santé, donne un aperçu des tendances actuelles à cet égard (espérance de vie, maladies chroniques, etc.), se penche sur les grandes causes de ce type d'inégalités, puis résume les interventions récentes pour prévenir ou réduire les inégalités sociales de santé dans le contexte québécois.



Vous pouvez accéder ici au document de base, aux fiches et au documentaire de 15 minutes.

Ce projet a été réalisé avec l'appui de:



Le parcours des inégalités



Observatoire
québécois
des inégalités

L'illustration des relations entre les inégalités sociales s'appuie sur de grandes tendances bien documentées, mais elle reste schématique. En réalité, les **parcours sont influencés par les conjonctures**, les **périodes de la vie**, les **obstacles** rencontrés et les **soutiens** obtenus. Ce modèle peut être adapté pour représenter également les inégalités sociales issues de différentes formes de discrimination et amplifiées par elles.

INÉGALITÉS DE L'ORIGINE SOCIALE

- Statut social des parents (scolarité, revenu, patrimoine, etc.), transmission des savoirs
- Type de famille (bi-parentale, monoparentale, autres)
- Caractéristiques du territoire de résidence (urbain, semi-urbain, rural) et du logement
- Développement physique, affectif, social, cognitif, langagier pendant l'enfance

INÉGALITÉS SCOLAIRES

- Parcours scolaire, scolarisation, soutien familial, soutien social
- Accès à une éducation de qualité et aux études supérieures
- Réussite scolaire, diplomation

INÉGALITÉS DE RESSOURCES SOCIALES ET CULTURELLES

- Relations sociales et intégration dans des réseaux
- Reconnaissance sociale, confiance en soi
- Connaissance de ses droits
- Accès aux technologies, compétences numériques
- Temps libre, accès aux loisirs, aux divertissements et à la culture

INÉGALITÉS DE CONDITIONS DE VIE

- Sécurité (physique, financière, alimentaire, etc.)
- Type de ménage : seul, famille bi-parentale, monoparentale ou autres
- Logement : localisation, disponibilité, qualité, abordabilité, stabilité résidentielle
- Environnement : exposition aux polluants, à la chaleur, etc.
- Conditions de travail, précarité d'emploi
- Réseau social, soutien social, isolement social
- Accès aux services (transport, etc.)

INÉGALITÉS DE POUVOIR

- Maîtrise sur les conditions de sa propre vie
- Capacité de se projeter dans l'avenir
- Exercice de ses droits, accès aux services juridiques
- Dépendance institutionnelle
- Réputation et influence
- Représentation politique et impact sur les politiques publiques

INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES

- Travail : accès, maintien et avancement en emploi, type d'emploi
- Revenu : niveau et sources de revenu
- Patrimoine : niveau et sources de patrimoine (immobilier, épargne, héritage), endettement et accès au crédit
- Consommation : niveau et type de dépenses de consommation

INÉGALITÉS SOCIALES DE SANTÉ

- Accès aux soins et services de santé
- Littératie en santé
- Maladies, incapacités, stress et problèmes de santé mentale
- Soutien psychologique
- Accès à une alimentation saine
- Espérance de vie

Pour en savoir plus : Geoffroy Boucher, François Fournier et Sandy Torres (2024). *Une exploration des inégalités sociales, économiques et de santé*, Observatoire québécois des inégalités.

Conception graphique : Marianne Castelan

Briser les barrières, valoriser les femmes en TI

Marianne-Sarah Saulnier

« Au fil du temps, on note des efforts pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes dans le secteur de l'emploi, mais il n'y a pas de grande amélioration en termes de représentations dans le milieu des TI et du numérique »,

constate Marianne-Sarah Saulnier, chercheuse à l'Observatoire et autrice des guides.

Le secteur des technologies de l'information (TI) au Québec, en plein essor, n'échappe pas aux inégalités de genre. Pour combler ce fossé, **Le Code des filles**, un organisme dédié à encourager les jeunes femmes à s'engager dans l'industrie numérique, lance les guides **Briser les barrières, valoriser les femmes en TI**. Cette initiative, développée avec l'appui de l'Observatoire québécois des inégalités, vise à faciliter l'intégration des femmes dans les domaines des TI et du numérique, tout en renforçant leur persévérance et leur succès.



Malgré un marché des TI florissant, où ce secteur représente plus de 3% de l'emploi et près de 5% du PIB québécois, les femmes y restent sous-représentées. En 2022, elles occupaient seulement un quart des postes disponibles, une disparité qui se manifeste dès le parcours scolaire. Les inscriptions féminines dans les programmes techniques en électronique et informatique au niveau collégial, ainsi qu'au baccalauréat en informatique, restent marginales.

Une fois en poste, les femmes doivent souvent faire face à des environnements de travail peu accueillants. La littérature scientifique met en lumière plusieurs défis, notamment des climats de travail hostiles, ce que confirment les témoignages recueillis pour l'élaboration des guides. *« Au fil du temps, on note des efforts pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes dans le secteur de l'emploi, mais il n'y a pas de grande amélioration en termes de représentations dans le milieu des TI et du numérique »*, constate Marianne-Sarah Saulnier, chercheuse à l'Observatoire et autrice des guides.

Les guides «Briser les barrières, valoriser les femmes en TI» proposent une série de solutions pour rendre le secteur plus inclusif. Parmi les pistes explorées: promouvoir une socialisation des genres égalitaire dès le plus jeune âge, mettre en œuvre des stratégies pour susciter l'intérêt des filles pour les TI, et adopter des mesures comme l'élimination des biais de genre, la promotion de la diversité, ou encore la conciliation travail-famille. Les guides se déclinent en deux versions, l'une à destination des entreprises, l'autre pour les organisations éducatives.

Pour en savoir plus

Ce projet a été réalisé en partenariat avec



Diagnostic local de sécurité urbaine à Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

Roberson Edouard et Marianne-Sarah Saulnier

Les quartiers de Rivière-des-Prairies (RDP) et Pointe-aux-Trembles (PAT) sont au cœur d'une étude de l'Observatoire qui dresse un portrait actualisé de leurs besoins en matière de sécurité urbaine. Ce rapport, fondé sur des données probantes, révèle la complexité des enjeux de sécurité auxquels ces communautés montréalaises font face, bien au-delà des simples questions de criminalité.

S'appuyant sur une analyse approfondie comprenant une centaine de sources, des données quantitatives (recensement, statistiques policières, données ouvertes de la Ville de Montréal) et des entrevues avec une cinquantaine de résidents aux profils divers, cette étude met en lumière la nature multidimensionnelle de l'insécurité urbaine. Le terme « insécurité urbaine » désigne, en effet, un phénomène complexe qui ne correspond pas toujours à une réalité fondée empiriquement sur des données objectives, mais qui reflète souvent un degré élevé d'inquiétude en raison d'une menace perçue ou d'une impression d'affaiblissement des mesures de protection. Il est multidimensionnel et renvoie, au-delà de la criminalité, aux insécurités sociale, alimentaire, résidentielle, routière, climatique, etc.

Les deux quartiers présentent à la fois des similitudes et des différences à bien des égards. Rivière-des-Prairies, quartier en pleine transformation, est confronté à des défis majeurs : transport collectif insuffisant, pauvreté, gestion de la diversité et de l'inclusion, et difficultés d'accès au logement abordable et aux services essentiels. À Pointe-aux-Trembles, un quartier excentré, les statistiques montrent une augmentation de la pauvreté, accompagnée de problèmes tels que la dévalorisation de l'éducation, un manque de planification stratégique, une forte prévalence de troubles de santé mentale et une détérioration des conditions de vie des populations vulnérables.

Cette étude souligne également l'urgence de stratégies intégrées et adaptées pour répondre aux besoins spécifiques de ces deux quartiers, tout en prenant en compte la diversité des formes d'insécurité qui s'y manifestent. L'insécurité urbaine à RDP-PAT n'est pas inévitable, elle peut être combattue efficacement et durablement. Les résultats de l'étude incitent à mettre en œuvre des actions de prévention dans les trois milieux de vie où s'ancre ordinairement l'insécurité : la famille, l'école et le quartier.



Ce rapport sera publié prochainement sur le site web de l'Observatoire

Ce projet a été rendu possible grâce à



Bâtir des communautés sécuritaires autour des jeunes de Trois-Rivières et de leur famille

Roberson Édouard et Marianne Sarah Saulnier

L'Observatoire a réalisé un rapport de recherche intitulé «Bâtir des communautés sécuritaires autour des jeunes de Trois-Rivières et de leur famille». Cette étude vise à dresser un portrait global des enjeux de sécurité touchant les jeunes de 12 à 35 ans dans cette municipalité. Le terme «insécurité» y est défini dans un sens large, incluant à la fois des dimensions objectives (crimes, dangers réels) et subjectives (sentiment d'insécurité). Cette dualité est particulièrement pertinente lorsqu'on parle des jeunes, qui occupent une place centrale dans les débats sur l'insécurité urbaine.

Trois-Rivières, bien que considérée comme une ville sûre, ne dispose pas d'un portrait complet des enjeux de sécurité entourant sa jeunesse. Or, lors de consultations en 2020, plus de 40% des jeunes trifluviens ont identifié la sécurité comme un sujet prioritaire. Cette étude répond à ce besoin en explorant les facteurs qui influencent le sentiment de sécurité des jeunes, les dangers auxquels ils sont exposés, et l'efficacité des services de police et des programmes de protection.

Les jeunes peuvent être perçus, en partie à cause des médias, comme étant des acteurs principaux de la délinquance urbaine. Cependant, l'étude rappelle que la réalité est plus complexe. La majorité des jeunes ne sont pas des délinquants chroniques, mais beaucoup ont reconnu avoir enfreint la loi à un moment donné,



généralement de manière sporadique et pour des infractions mineures. Les cas graves et persistants restent l'exception.

L'objectif principal de cette étude a été de fournir un diagnostic des enjeux actuels et émergents en matière de sécurité pour les jeunes de Trois-Rivières. Les résultats pourront notamment permettre de mieux orienter les actions futures, notamment grâce à un financement triennal du ministère de la Justice. Pour ce faire, l'étude s'appuie sur une méthodologie mixte, combinant recherche documentaire, analyse de données statistiques et entretiens qualitatifs. L'objectif est de croiser les données officielles avec les témoignages recueillis sur le terrain, afin de dégager des perspectives d'action publique pertinentes pour soutenir les jeunes et leurs familles.

En résumé, cette étude offre un éclairage sur les réalités sécuritaires des jeunes à Trois-Rivières, en tenant compte des perceptions, des comportements et des contextes socio-économiques. Elle vise à mieux comprendre ces enjeux pour bâtir des communautés plus sécuritaires et inclusives.

Ce rapport sera publié prochainement sur le site web de l'Observatoire

Ce projet a été rendu possible grâce à



Ce projet est soutenu par une subvention du gouvernement du Québec, versée grâce au financement du gouvernement du Canada relatif au Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires.



Impacts différenciés des effets des changements climatiques ainsi que des solutions d'adaptation sur les personnes en situation d'itinérance

Ariane Préfontaine

Dans un contexte où les impacts des changements climatiques se font de plus en plus ressentir, les populations les plus vulnérables, comme les personnes en situation d'itinérance, sont souvent laissées de côté dans les discussions et les stratégies d'adaptation. Ce rapport sur l'itinérance dans un climat changeant au Québec met en lumière ces interrelations complexes, en se concentrant sur une étude de cas dans la ville de Laval.

« *Nous avons choisi de nous intéresser plus spécifiquement aux réalités de l'itinérance dans un climat changeant, à Laval notamment, car la Ville possède un plan d'adaptation ambitieux tout en faisant face à un enjeu d'itinérance grandissant* », explique Ariane Préfontaine, chercheuse en résidence à l'Observatoire et autrice du rapport.

Les personnes en situation d'itinérance, qu'elles soient visibles ou cachées, subissent de plein fouet les effets des bouleversements climatiques. Exposées de manière disproportionnée aux conditions extrêmes, leur capacité d'adaptation est souvent limitée, rendant leur situation encore plus précaire. Pourtant, ces individus font preuve d'une résilience remarquable face à des conditions de vie déjà difficiles, ce qui complexifie leur adaptation à des défis supplémentaires imposés par le climat changeant.

Le rapport souligne également que les impacts climatiques sont vécus de manière différenciée au sein de cette population. Les femmes, les aînés, les personnes en situation de handicap et les Autochtones figurent parmi les groupes les plus vulnérables, souffrant souvent d'un accès restreint aux services et ressources adaptés

à leurs besoins spécifiques. En raison de cette situation, ces groupes portent un fardeau climatique disproportionné, avec des répercussions graves sur leur santé physique et mentale.

Malgré la résilience de ces populations, l'itinérance demeure largement absente des discussions sur les solutions d'adaptation aux changements climatiques. Le manque de prise en compte des réalités spécifiques de l'itinérance dans les politiques climatiques et les mesures d'adaptation risque d'amplifier les inégalités existantes. Les solutions actuelles, souvent inadaptées, soulèvent des enjeux d'accessibilité, d'exclusion sociale et de justice climatique.

Le rapport appelle à une intégration plus poussée de la réalité des personnes en situation d'itinérance dans les stratégies d'adaptation aux changements climatiques au Québec. Il souligne l'urgence de mener davantage de recherches axées sur ces enjeux, avec une approche participative, pour s'attaquer aux inégalités climatiques et promouvoir une justice environnementale intersectionnelle.

[Consultez le rapport complet](#) →

Participation à des conférences

Illustrer les impacts différenciés des mesures d'adaptation aux changements climatiques sur les personnes en situation d'itinérance - Congrès de l'ACFAS - mai 2024
- Ariane Préfontaine

Ce préprojet a été rendu possible grâce au financement accordé par Ouranos, via le Plan pour une économie verte du gouvernement du Québec.



Transformations du marché du travail au Québec: un survol d'inégalités persistantes et émergentes

Émilie Lessard-Mercier

L'Observatoire a publié une note d'analyse qui documente certaines inégalités en milieu de travail dans un contexte de plein emploi. En effet, depuis 2022, le Québec connaît un taux de chômage très bas (autour de 5%), accompagné d'une pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs.

« Nous nous sommes questionnés sur l'état des inégalités dans cette conjoncture favorable et avons constaté que non seulement certaines persistaient, mais aussi que d'autres émergeaient », explique Émilie Lessard-Mercier, étudiante au doctorat à l'Université Laval et chercheuse en résidence à l'Observatoire québécois des inégalités.

Principal constat de cette analyse: la vigueur du marché de travail ne garantit pas nécessairement de meilleures conditions pour les travailleuses et travailleurs. En effet, la part de l'emploi atypique dans l'emploi total a considérablement augmenté dans les dernières décennies pour s'établir à 32,5% en 2022. Si l'emploi atypique peut être choisi, ce n'est pas toujours le cas, et bien souvent il constitue une source de précarisation.

D'autre part, la situation de pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs pousse les gouvernements à se tourner de plus en plus vers l'immigration temporaire pour combler les besoins. Or, le permis de travail fermé octroyé dans le cadre du programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) rend particulièrement vulnérable aux abus de la part de l'employeur.

Pratique marginale avant 2020, le recours au télétravail fait aujourd'hui partie du quotidien d'un grand nombre d'employé-es. Adoptée par 1 travailleur ou travailleuse sur 3, si on tient compte des personnes qui travaillent en mode hybride, cette pratique tend toutefois à renforcer les inégalités entre les sexes. La principale raison? Le télétravail vient doubler la charge de travail des femmes qui ont tendance à fusionner les tâches domestiques et les tâches relatives au travail rémunéré.

Et si le télétravail permet de mieux concilier vie professionnelle et vie personnelle, notre analyse démontre que toutes et tous n'y ont pas accès également selon la nature de leur emploi. Par exemple, dans le secteur des services à la personne, les emplois sont difficilement transposables en télétravail. De plus, les conditions dans lesquelles le télétravail est effectué (ex. espace dédié, équipement, ressources) tendent à favoriser les personnes ayant des statuts plus élevés dans les organisations.

En conclusion, la note d'analyse a démontré que bien que le marché du travail québécois affiche des signes de vigueur avec un taux de chômage faible, cette apparente prospérité ne s'accompagne pas nécessairement d'une amélioration de la qualité des emplois ou d'une réduction des inégalités. Les transformations actuelles et futures du marché du travail nécessitent une attention accrue pour éviter que les inégalités ne se creusent davantage.

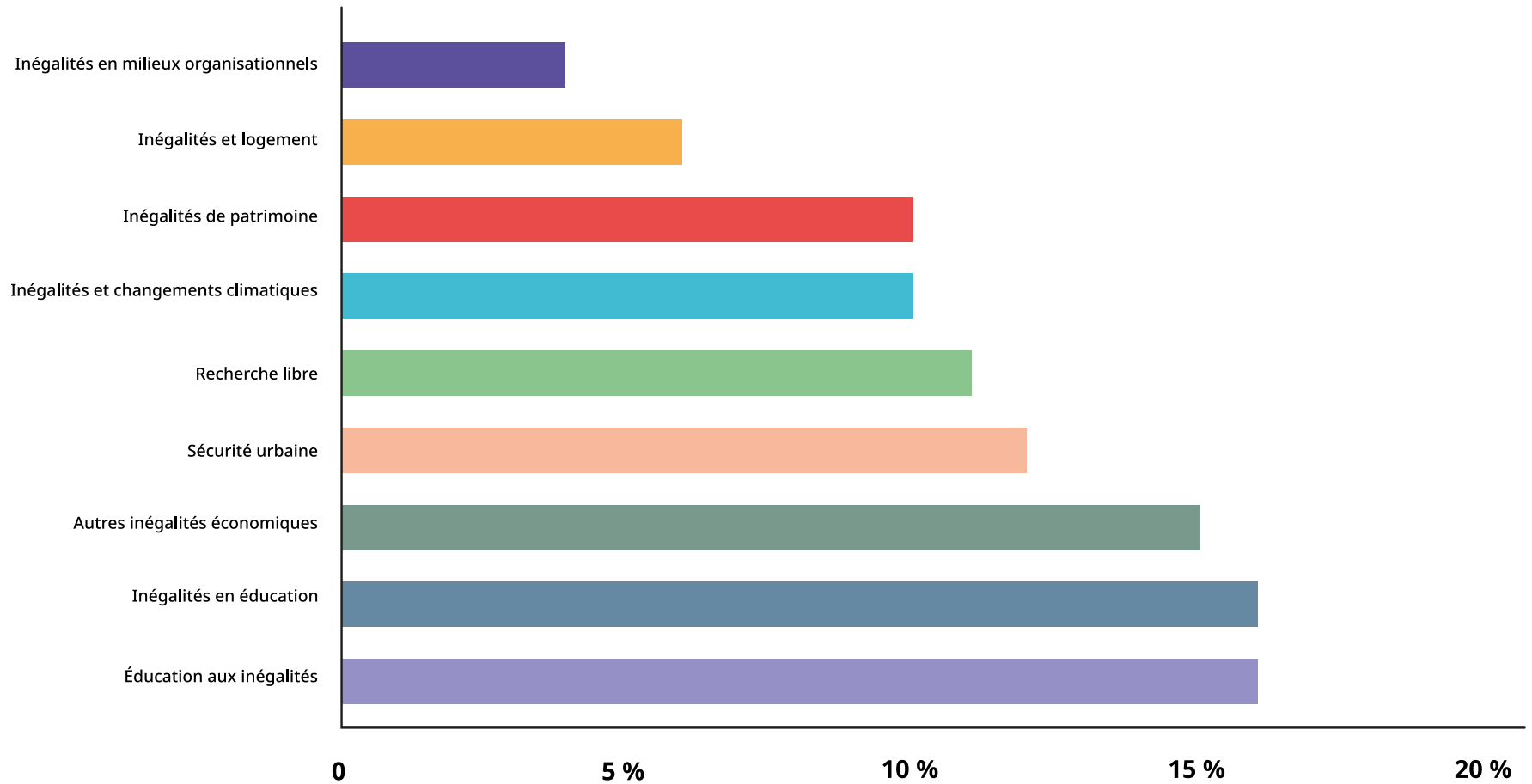
[Consultez le rapport complet](#) →

Réalisé avec l'appui de



Allocation des ressources

Proportion du temps consacré aux divers sujets de recherche



Rayonnement de l'Observatoire

En 2023-2024, l'Observatoire québécois des inégalités a connu un rayonnement médiatique considérable. Grâce à des interventions régulières dans les médias, des publications influentes, et des collaborations avec divers acteurs sociaux, l'Observatoire s'est imposé comme une voix incontournable dans les débats publics sur les inégalités au Québec. Ses analyses et recommandations ont été largement relayées, renforçant ainsi son rôle de leader dans la sensibilisation aux inégalités.

L'année 2023-2024 a également marqué l'expansion de l'équipe des communications et l'arrivée de Julia Haurio au poste de responsable des relations publiques. Le rayonnement de l'Observatoire en a grandement bénéficié puisque les mentions des travaux de l'Observatoire dans les médias ont augmenté de 86 % par rapport à la période précédente.

L'impact de l'Observatoire, c'est aussi

25 mentions sur les canaux de diffusion d'organismes communautaires, organes de recherche et gouvernementaux

6 mentions dans des publications scientifiques ou publiques

15 présentations de membres de l'équipe dans divers événements (colloques, table-rondes, congrès)

13 sollicitations pour l'expertise de l'OQI provenant de sources diverses (Politique, académique, communautaire, fonction publique, autre observatoire)

Implication de membres de l'équipe dans **4 comités scientifiques**

Chiffres clés



200 publications sur les réseaux



5 900 téléchargements des publications de l'Observatoire



+ 2 394 nouveaux abonnés



+ 357 nouveaux abonnés



+ 10% abonnés à l'infolettre



+ 39% d'utilisateurs sur le site internet



+ 100 personnes à chacun de nos événements

Notre équipe



Ariane Préfontaine
Chercheuse en résidence



Bérenger Benteux
Chercheur en résidence



Émilie Lessard-Mercier
Chercheuse en résidence



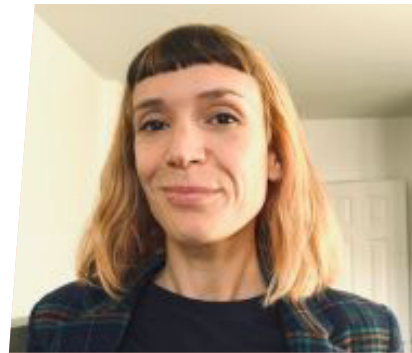
François Fournier
Chercheur



Ferdaous Roussafi
Chercheuse



Geoffroy Boucher
Économiste



Julia Haurio
Responsable des relations publiques



Maïli Bellon
*Responsable de la mobilisation
et de l'engagement numérique*



Marianne Castelan
Responsable de la stratégie éditoriale



Mamadou Diallo
Chercheur en résidence



Marianne-Sarah Saulnier
Chercheuse - intersectionnalité et ADS+

Notre équipe



Maude Roy-Vallières
Chercheuse en résidence



Morgan Hervo
Chercheuse en résidence



Nathalie Guay
Directrice générale



Natacha Prats
Chercheuse en résidence



Roberson Édouard
Chercheur sénior



Sandy Torres
Chercheuse



Véronique Grenier
Chercheuse en résidence

Le conseil d'administration



Benjamin Prud'homme
Administrateur



Marc-Édouard Joubert
Secrétaire



Marianne Meunier
Administratrice



Mario Regis
Président



Marie-Ève Tremblay
Vice-présidente



Céline Bello
Administratrice



Xavier-Alexandre Courcy
Trésorier

L'Observatoire tient à remercier chaleureusement [Sophie Gagnon](#) et [Tania Saba](#) pour leur investissement sans faille au sein du conseil d'administration de l'Observatoire depuis sa fondation, jusqu'à la dernière assemblée générale du 20 octobre 2023.

Le conseil scientifique

Le conseil scientifique a été renouvelé au début de l'année 2024, avec une mission clairement définie. Son mandat est de conseiller l'Observatoire sur les priorités et les orientations de ses activités de recherche, ainsi que de la mise en œuvre du programme de recherche. Il a également pour vocation de faciliter les relations entre l'Observatoire, la communauté scientifique et autres parties prenantes, notamment les universités, les centres de recherche, les fonds de recherche, des partenaires de la société civile et des décideurs.

Bibiana Pulido

Directrice générale du RIQEDI

Céline Castet-Renard

Professeure titulaire, Chaire de recherche de l'Université sur l'intelligence artificielle responsable à l'échelle mondiale, Université d'Ottawa

Claude Lessard

Professeur émérite au Département d'éducation à l'Université de Montréal et ancien président du Conseil supérieur en éducation

Erik Bouchard-Bouliane

Directeur du service de l'action professionnelle et sociale, CSQ

Janie Houle

Professeure au département de psychologie de l'UQAM et titulaire de la Chaire RISS

Jill Hanley

Professeure à l'école de travail social de McGill et directrice scientifique de l'Institut universitaire SHERPA

Louise Potvin

Présidente du Conseil scientifique de l'Observatoire québécois des inégalités et professeure titulaire à l'École de santé publique de l'Université de

Maude Landry

Cheffe d'unité scientifique – Analyse de la santé et de ses inégalités sociales et territoriales, INSPQ

Olivier Ducharme

Responsable de l'analyse politique, Collectif pour un Québec sans pauvreté

Raquel Fonseca

Professeure, département des sciences économiques de l'UQÀM

Sophie L. Van Neste

Professeure agrégée, INRS, Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine, Responsable du Labo Climat Montréal

Un remerciement tout particulier aux

37 bénévoles 56 membres

Pour leur implication et leur soutien
tout au long de l'année!

L'Observatoire remercie chaleureusement ses **partenaires, membres et donateurs**

Les accélérateurs



Les alliés



Les amis





Merci de continuer à soutenir le travail de
l'Observatoire québécois des inégalités